

PAR COURRIEL

La présente d'une suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 23 septembre 2025 pour laquelle vous souhaitez obtenir :

« le montant global dépensé, payé ou engagé en frais juridiques internes ou externes par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec dans le dossier ou litige l'impliquant avec Mme Sylvie Lalande. Svp expliquez ou ventilez;

le montant dépensé, payé ou engagé en frais juridiques internes ou externes par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour représenter Pierre Fitzgibbon dans le dossier ou litige l'impliquant avec Mme Sylvie Lalande entre le 1er septembre 2019 et le 5 septembre 2024. Svp expliquez ou ventilez;

le montant dépensé, payé ou engagé en frais juridiques internes ou externes par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour représenter Pierre Fitzgibbon dans le dossier ou litige l'impliquant avec Mme Sylvie Lalande du 6 septembre 2024 à ce jour. Svp expliquez ou ventilez.»

Conformément aux articles 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A 2.1) (« la Loi sur l'accès »), nous vous informons que les renseignements visés par votre requête font déjà l'objet d'une diffusion. En effet, en vertu de l'article 13 de la Loi sur l'accès, nous vous informons qu'ils sont disponibles sur le site du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec sous le numéro de dossier [S 280 428 061](#). Par ailleurs, veuillez noter qu'un montant supplémentaire de 30 858,60\$ a été ajouté dernièrement et que les montants seront diffusés le 31 mars 2026 sur le site du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec.

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, [REDACTED], l'expression de mes sentiments distingués.

Geneviève Lachance
Responsable de l'accès aux documents

AVIS DE RECOURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boulevard René-Lévesque Est, bureau 2.36
Québec (Québec)
G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200
Montréal (Québec)
H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4016
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.
